



NPA POUR UN NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

15 décembre 2008

Comité pour un Nouveau Parti Anticapitaliste

Branche Santé 33

npa.sante33@yahoo.fr

Aux côtés de la jeunesse et des travailleurs de Grèce

Depuis plus d'une semaine, en réaction au meurtre par un policier d'un collégien de 15 ans, la jeunesse de Grèce multiplie les manifestations dans tout le pays. La lutte contre les exactions policières et pour la dissolution des « MAT », les CRS grecs connus pour leur extrême brutalité, rejoint celle contre la privatisation des universités et pour exiger des moyens d'étudier dans l'enseignement secondaire. Des centaines de collèges et de lycées, des dizaines d'universités sont occupés par leurs élèves ou étudiants, souvent en lien avec les syndicats enseignants.

Les salariés se mobilisent eux aussi : mercredi 10 décembre, une journée de grève générale, appelée par les principaux syndicats pour protester contre les salaires de misère et la dégradation des statuts dans le monde du travail, a été très suivie. Des dizaines de milliers de salariés ont manifesté à Athènes en scandant : « *Des cadeaux aux banques, mais des balles contre la jeunesse. Prenons nos affaires en main !* » Et de plus en plus, monte la revendication de la démission du gouvernement de droite de Caramanlis.

Même politique, mêmes problèmes, même lutte !

Mais les suppressions d'emplois massives dans l'enseignement, la privatisation des universités, les plans de licenciements, les bas salaires, la précarisation généralisée, en même temps que des paquets de milliards sont octroyés aux banquiers et au patronat, ne concernent pas que la Grèce. Et la répression contre la jeunesse, la criminalisation des mouvements sociaux, les atteintes de plus en plus systématiques aux libertés démocratiques, ne sont pas non plus quelque chose que l'on ignore en France. Dans toute l'Europe, les gouvernements mènent les mêmes politiques pour faire payer la crise aux classes populaires.

Sarkozy et Darcos le savent bien, tout comme ils sont conscients que leur politique est largement rejetée par la population. C'est pourquoi ils viennent de reculer en « reportant » leur contre-réforme des lycées. Confrontés au développement des manifestations lycéennes, et alors que le mouvement social en défense de l'Ecole monte en puissance depuis des semaines, ils ont eu peur d'une « contagion de l'exemple grec » !

C'est un encouragement pour tous ceux et toutes celles qui veulent défendre l'Ecole menacée par les dizaines de milliers de suppressions de postes et les contre-réformes éducatives de la maternelle à l'université. La mobilisation doit continuer jusqu'au retrait total de ces contre-réformes, l'arrêt des suppressions de postes.

Ce premier recul montre aussi que par un « tous ensemble » déterminé et prolongé, on peut faire céder le gouvernement. Face à toutes les attaques que nous subissons, la seule réponse efficace est notre mobilisation dans l'unité et la solidarité : entre lycéens, étudiants et salariés ; entre travailleurs du public et du privé, de toutes les branches, professions et catégories ; entre français et immigrés ; et par-delà les frontières, entre tous les travailleurs et les peuples d'Europe.

.....

Nous sommes des milliers de travailleur-s-es, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. Nous avons décidé de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot à construire ensemble un Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous vous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

POUR NOUS CONTACTER:
06.63.68.96.72 ou 06.62.63.63.74
ou 06.15.39.01.19



ECHOS DANS LA SANTE

Mobilisation générale pour la défense de l'emploi !

1500 emplois menacés chez Ford à Blanquefort (près de 10 000 emplois induits, 35 millions d'euros de taxe professionnelle pour l'ensemble des communes de Gironde)

80 000 suppressions de postes programmées pour les 5 ans à venir dans l'Education Nationale (déjà 11200 en 2008 et 13500 en 2009 !)

3000 postes de Rased (enseignants spécialisés) supprimés sur 8000.

Soferti, First Metal, Arena, Solelectron... fermés !

Menace de fermeture ou de restructuration de la Monnaie de Pessac, des Fonderies du Bélier, de la SME-SNPE à St Médard, ... Fermeture de Sony à Pontonx (Landes)

Suppressions de postes dans les hôpitaux, à La Poste...

La liste est interminable ! Ça suffit ! Nous devons réagir et il y a urgence !

La CGT Ford appelle l'ensemble de la population à une manifestation pour la défense de l'emploi dans la Région.

Tous ensemble, public, privé, chômeurs et retraités, rendez-vous :

**Samedi 20 décembre à 10h,
Place de la République à Bordeaux**

Les organisations suivantes appellent à participer à cette manifestation :

AC! Gironde, Association Délio, Attac 33, CGT Caisse des dépôts, CGT clinique Bdx Nord, CGT Educ'action 33, CGT Educ'action Aquitaine, CGT Energie 33, CGT OPH de la CUB, Comités de soutien aux salariés Ford, Confédération paysanne, FO ville de Blanquefort, FSU 33, LCR-NPA, LO, Parti de Gauche, PCF, PS, SNM-CGT-SO, SNPEFP-CGT Aquitaine, Syndicat départemental CGT Santé privée, USD CGT, Synptac CGT, UD Solidaires 33 (Sud SME, Sud Santé Sociaux, Sud Rail), USCD CGT Caisse des dépôts, Verts Gironde.

Suppressions d'emplois en série dans la Santé

Avant même que le projet de loi de Bachelot soit voté (loi HPST -Hôpital Patients Santé Territoires- qui sera présentée au Parlement en janvier), sa logique est déjà en route avec des suppressions de postes dans les hôpitaux.

Face au déficit grandissant des hôpitaux, les personnels se voient imposer des « plans de retour à l'équilibre ».

Ainsi, au CHU du Havre, non seulement il n'y a aucune embauche pour compenser les départs à la retraite mais la direction a fait appel aux « départs volontaires » contre une... « prime de départ » ! Elle a ainsi supprimé 150 postes (dont des postes de soignants) et elle vient d'annoncer 380 suppressions supplémentaires. A Nantes, le CHU a également fait appel au « volontariat » pour supprimer 200 emplois. A l'AP-HP, à Paris, l'heure est au regroupement des établissements : alors qu'il y a 39 établissements, l'AP-HP n'en veut plus que 13. L'objectif ? Mutualiser les moyens et supprimer à nouveau des postes d'administratifs et de techniques... Nombre d'hôpitaux subissent des restructurations avec, un peu partout la remise en question des horaires, voire des RTT, le passage à 10h ou 12h par jour...

Face à cela, des luttes ont eu lieu : à Paris (manifestation de 5000 personnes le mois dernier puis à deux reprises de 1000 personnes), au Havre où une manifestation a rassemblé les ouvriers de Renault Sandouville et les hospitaliers, ou encore à Besançon pour des embauches, à Toulouse contre les 12 heures...

Les directions des confédérations syndicales viennent enfin d'appeler à une journée de grève interprofessionnelle le 29 janvier contre la politique du gouvernement, pour les salaires, l'emploi, les services publics. A nous d'en faire une étape de luttes pour faire reculer le

gouvernement et l'obliger à trouver les financements nécessaires, entre autres, pour la Santé, comme il a su le trouver pour les banquiers ! La jeunesse est en train d'ouvrir la voie. Il est urgent que nous lui emboîtons le pas !

Psychiatrie : un recul

Suite au meurtre à Grenoble d'un étudiant le 12 novembre dernier par un patient sorti sans autorisation d'un établissement psychiatrique, N.Sarkozy a annoncé de nouvelles mesures désastreuses.

Ces dernières sont surtout répressives et concernent l'hospitalisation d'office, demandée par le préfet ou le maire pour des motifs d'ordre public. Elles prévoient un renforcement des missions d'ordre public au détriment des missions de soins. 30 millions d'euros sont prévus « *pour mieux contrôler les entrées et les sorties et prévenir les fugues* », avec la mise en place de bracelets électroniques, comme pour les criminels dangereux, l'aménagement de chambres d'isolement supplémentaires, la création d'unités fermées. 40 millions seront consacrés à l'ouverture de nouveaux quartiers de sécurité dits « Unités pour malades difficiles ». Le programme prévoit aussi le durcissement des procédures de sorties pour les malades en hospitalisation d'office et la création d'une « obligation de soins » non seulement à l'hôpital mais aussi hors de l'hôpital.

Alors qu'il n'y a pas plus de criminels parmi les « malades mentaux », N.Sarkozy profite d'un évènement certes dramatique pour imposer sa politique sécuritaire. Après des années d'attaques contre l'hôpital psychiatrique, (fermetures de lits, de structures de soins de proximité, etc...), c'est maintenant directement aux patients, pourtant les plus vulnérables, auquel s'attaque le gouvernement. Lutter pour le retrait de ces mesures et un secteur psychiatrique au service de la population devient une urgence.